

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE MOPTI
Cercle de Bandiagara
Commune rurale de Borko

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE BORKO

2006- 2010

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Date de publication : Décembre 2006

PREMIERE PARTIE

1-CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis des décennies notre pays connaît fréquemment des crises alimentaires causées par le déficit ou la mauvaise répartition des pluies dans l'espace, le ravage des cultures par des déprédateurs, etc. Cette situation remonte en 1973. De cette date à maintenant, les populations souffrent d'insuffisance alimentaire liée à des causes citées ci-dessus. En plus de ces raisons que connaît tout le Mali, le Plateau Dogon, c'est à dire, le cercle de Bandiagara est défavorisé par la nature. Seulement 9% de la superficie du cercle sont cultivables. La commune de **Borko** défavorisée comme toutes les communes du cercle a vu la nécessité d'élaborer ce plan de sécurité alimentaire pour mieux sécuriser les populations dans le domaine alimentaire.

Objectif de l'exercice : Chercher des voix et moyens pour contribuer à assurer la sécurité alimentaire dans la commune et donner une vision claire de sécurité alimentaire de la commune aux différents intervenants.

2-METHODOLOGIE

Principales séquences	Participants	Date	Durée
1. Formation des acteurs	Maires, les sous Préfets, secrétaires généraux, services techniques, chambre d'agriculture, représentant des commerçants, le syndicat des transporteurs, le CCC	25-26/09/06	2 jours
2. Information des communautés	Maire, secrétaire général, Sous Préfet, leaders communautaires, Organisations de la société civile		1 jour
3. Adoption du conseil pour le démarrage du processus	Elus communaux		1 jour
4. Etablissement de la situation de référence	Elus et CCC	-	-
5. Atelier de formation pour les modérateurs sur l'utilisation du guide méthodologique	CCC services techniques		2 jours
6. Formation des animateurs villageois	Animateurs villageois		2 jours
7. Collecte des données sur le terrain	Animateurs villageois et modérateurs	-	-
8. Synthèse des résultats du diagnostic	Sous, Préfet, CCC, Services techniques, animateurs villageois		2 jours
9. Organisation et animation de rencontre de synthèse communale	Elus, services techniques, leaders communautaires		2 jours
10. Formation des modérateurs et partenaires d'appui à l'étape planification	CCC et services techniques		1 jour
11. Organisation et modération des journées de planification	Modérateur		1 jr
12. Rédaction projet de PSA	Secrétaire général, CCC	-	1 jr
13. Restitution du projet de PSA auprès des communautés et élus	Elus, communauté		1 jour
14. Finalisation document PSA	CCC	-	3 jrs
15. Adoption du document PSA par les élus	Elus		1 jour

3-APERCU SUR LA COMMUNE

1-1- Organisation administrative

Créée en novembre 1996, la commune de Borko est composée de 5 villages : Borko, Tintan, Somé, Mello et Dempary. Les conseillers sont au nombre 11 qui sont issus de l'élection du 6 juin 1999.

Le bureau communal a été mis en place le 3 septembre 1999 dirigé par un maire, 3 adjoints et 2 représentants au niveau du cercle.

1-2- Situation de l'environnement naturel

Située au cœur du plateau Dogon par 3°21 de longitude Nord-Ouest et 1°00 de l'attitude Nord, la commune de Borko appartient à la zone sahélienne. La végétation est maigre : sol mal protégé et fortement érodé. Elle est composée d'arbres épineux, de néré, de karité, de baobab, de jujubier, de tamarinier, de balanzan, de rônier, de fromager, de dattier sauvage, de doumiers, raisiniers etc.

La faune est pauvre. On y trouve des biches, lièvres, hérissons, porc-pics, etc. Dans les sources d'eau vivent assez de caïman considérés comme animaux sacrés. Quelques oiseaux y existent : canards sauvages, pintades, pigeons etc.

L'hydrographie est composée de sources d'eau naturelles, de puits artificiels, de retenues d'eau et de forages.

4-SITUATION DE REFERENCE

1-3- Caractéristiques démographiques

La commune compte en 2006 7 937 habitants dont 3827 femmes et 4110 hommes. La population est composée essentiellement de Dogon à côté desquels vivent des peulhs.

1-4- Situation socio-économique

L'économie de la commune repose sur l'agriculture, élevage, le commerce et la cueillette.

****L'agriculture***

Occupation principale de la population, elle est basée sur les cultures hivernales (mil, sorgho, riz, maïs, oseille, sésame, voandzu, arachide, hibiscus, gombo) et les cultures maraichères (l'ail, échalote, patate douce, manioc, tomate, aubergine, piment, tabac, taro, laitue, anacabur, kinkinpo).

Autour des sources d'eau est pratiquée l'arboriculture (manguier, papayer, bananier, goyavier, citronnier, oranger).

****L'élevage***

L'élevage joue un rôle très important dans l'économie de la commune. Le cheptel est composé de bovins, ovins, caprins, assains et de la volaille.

**Artisanat*

Il est pratiqué en grande partie par les hommes de caste (cordonniers, forgerons). On y trouve des tissus locaux, gibecières, ceintures traditionnelles, nattes, armes traditionnelles, petits matériels agricoles, produits de poterie, panier, chapeaux etc.

**La cueillette*

Les produits de cueillette les plus importants sont : karité, néré, rônier, jujube, doum, kenkéliba, liane.

**Le commerce*

Les principaux produits commercialisés sont :

- les produits agricoles (mil, sorgho, maïs, ail, échalote, oseille, arachide, gombo, patate douce, Manioc, tabac, mangue, bananes etc..
- les produits d'élevage (viande, peau, cuir, marché à bétail)
- on rencontre également au niveau des villages quelques boutiques d'articles divers importés (thé, sucre, huile, engrais, savon, sel etc)

Les produits locaux sont généralement vendus sur les marchés des communes voisines et autres : Fatoma, Konna, Mopti, Douentza, Bamako.
Quant au bétail il est exporté vers la côte d'ivoire.

Infrastructures et équipements collectifs

Les différentes infrastructures sont : 1 école primaire, un CSCOM, un centre d'accueil, 1 marché, la cité des enseignants, le logement des agents de santé, un poste relais de santé.

1-5- Réseaux de transport et communication

Il existe 95 km de pistes dégradées.
Comme moyen de communication, il est installé un RAC pour le CSCOM.
La radio nationale est écoutée sur l'ensemble de la commune.

DEUXIEME PARTIE

PLAN QUINQUENNAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE DE Borko

1-PLAN D'ACTION

OBJECTIF GENERAL : Contribuer à assurer la sécurité alimentaire des populations.

PILIER	CONTRAINTES	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES	INTERVENANTS	RESPONSABLE
DISPONIBILITE	Faible rendement agricole	Améliorer la production agricole	Les mares sont aménagées	Aménagement des mares	Elus, APH, Population, Etat	Le Maire
			Les micro barrages sont construits	Construction de micro barrages	Elus, APH, Population, Etat	
	Présence de déprédateurs dans les champs		Produits phytosanitaires disponibles	Achat de produits phytosanitaires	Elus, APH, Population, Etat	
			Les brigades sont formées	Formation des brigades	Elus, APH, Population, Etat	
	Difficulté d'approvisionnement en eau potable	Augmenter les besoins des populations en eau potable	L'eau potable est disponible	Creusement des puits à grand diamètre		
ACCESSIBILITE	Difficulté d'écouler les produits agricoles	Créer les conditions favorables à l'écoulement des produits agricoles	Des conditions favorables sont créées pour faciliter l'écoulement	Réhabilitation des pistes inter villages et intercommunales	Elus population Etat PRBP	
UTILISATION	Méconnaissance des modes de consommation des produits agricoles	Former des femmes aux pratiques alimentaires	Les femmes sont formées	Formation des groupements de femmes dans le domaine de la nutrition	Elus Etat APH population	
STABILITE	Difficulté de gestion du stock céréalier jusqu'à la récolte prochaine	Assurer l'autosuffisance alimentaire	Les populations sont sensibilisées	Sensibilisation des populations par rapport à la gestion des stocks	Elus Etat Population	
			Banques de céréales créées et approvisionnées	Création et approvisionnement des banques de céréales		

PLAN QUINQUENNAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE DE Borko

II EVALUATION DU PLAN (en milliers de FCFA)

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL	COUTS PAR AN					LOCALISATION
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	1-Aménagement des mares	Nombre de mares aménagées	16000	4000	4000	4000	4000		
	2-Construction de micro-barrages	Nombre de micro-barrages construits	160000	40000	40000	40000	40000		Borko Somé Tin-tam
	3-Achat de produits phytosanitaires	Quantité de produits disponibles	2000	500	500	500		500	Tous les villages de la commune
	4-Formation des brigades	Nombre de brigades formées	500	500					Borko
	5-Creusement des puits à grand diamètre	Nombre de puits creusés	48000	12000	12000		12000	12000	Tin-tam Oumé Somé Mello
ACCESSIBILITE	6-Réhabilitation des pistes inter-villages et inter-communales	Nombre de pistes réhabilitées	124000	24800	24800	24800	24800	24800	
UTILISATION	7-Formation des groupements de femmes dans le domaine de la nutrition	Nombre de groupements formés	500	500					Borko
STABILITE	8-Sensibilisation des populations par rapport à la gestion des stocks	Nombre de séances tenues	200	200					Tous les villages de la commune
	9-Création et approvisionnement des banques de céréales	Nombre de banques créées et approvisionnées	35000	15000	10000	10000			Borko Tin-tam
TOTAL			386200	97500	91300	79300	80800	37300	

PLAN QUINQUENNAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE

III-PLAN DE FINANCEMENT (en milliers de FCFA)

PILERS	ACTIVITES	COUT TOTAL	COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT					
			COMMUNE	ETAT	ANICT	PTF	POPULATION	AUTRES
DISPONIBILITE	1-Aménagement des mares	16000	1600	4800		8000	1600	
	2-Construction de micro barrages	160000	32000	35000	35000	23000	16000	19000
	3-Achat de produits phytosanitaires	2000	200	1800				
	4-Formation des brigades	500	500					
	5-Creusement des puits à grand diamètre	48000	4800		24000	19200		
ACCESSIBILITE	6-Réhabilitation des pistes inter villages et intercommunales	117 800	6200	6200		99200	12400	
UTILISATION	7-Formation des groupements de femmes dans le domaine de la nutrition	500	500					
STABILITE	8-Sensibilisation des populations par rapport à la gestion des stocks	200	200					
	9-Création et approvisionnement des banques de céréales	35000	3500	14000	17500			
TOTAL		386200	49500	61 800	76500	149400	30000	19000

MESSURES D'ACCOMPAGNEMENT

1. Stratégie de mobilisation financière

Pour assurer le financement du plan, la commune va réunir toutes les ressources nécessaires et anticiper à chaque fois les opportunités de recettes. Certaines activités seront directement réalisées par les populations à travers leurs efforts physiques et les contributions monétaires au besoin. Les activités qui échappent à cette rubrique seront présentées à des partenaires dont l'état pour un appui éventuel. Les populations contribueront physiquement chaque fois que cela s'avèrera nécessaire.

Le conseil communal procédera de la façon suivante :

- Sensibilisation des populations (recouvrement des taxes et impôts)
- Recherche de financement (ong et autres bailleurs de fonds)
- Création de sources de recettes
- Mobilisation des ressources humaines pour amoindrir les coups des contreparties de la commune
- Appui et assistance des services déconcentrés de l'état
- Exploitation des potentialités de la commune

La mise en œuvre prendra aussi compte des spécificités de la zone. Aussi une mise à compétition se fera chaque fois que les fonds doivent être engagés en vue de s'assurer de l'efficacité et du bon coût, mais aussi pour faire des recettes à travers les appels d'offre.

Les autorités communales vont s'appuyer sur les participations en nature et/ou en espèce des communautés dans la mise en œuvre des projets.

2. Stratégie de mobilisation sociale autour des objectifs du plan

Les autorités communales vont s'appuyer sur la participation en nature et/ou en espèce des communautés dans la mise en œuvre des projets. Les autorités communales comptent s'investir afin que la participation souhaitée autour des objectifs du plan soit à la satisfaction de tous. L'IEC, la responsabilisation, et le partenariat seront privilégiés pour que cette mobilisation sociale soit effective.

3. Stratégie de mobilisation des partenaires

La commune ne dispose pas des moyens financiers pour parvenir à la concrétisation, seule, du PDESC. Dans l'objectif de mobiliser les partenaires au développement de la commune, le Conseil Municipal veillera donc à diffuser le document une fois validé.

Mise à part la mobilisation potentielle de partenaires pour la réalisation de projets contenus dans le PDESC, la diffusion du document permettra aussi à l'ensemble des acteurs voulant intervenir sur le territoire communal de mettre leurs projets en cohérence avec les objectifs du PDESC.

4. Mode de gestion des projets

Types de gestion

Les projets inscrits dans le plan sont sous la responsabilité directe du Conseil Communal qui crée en son sein des commissions spécialisées pour la réalisation de tel ou tel projet. Dans le

cadre de la gestion des infrastructures ou autres équipements le conseil communal peut déléguer la gestion à un GIE ou autres organisation spécialisées.

Structure de gestion

Pour chaque projet à réaliser un comité de gestion sera responsabilisé et placé sous l'autorité du Conseil Communal.

Ce comité jouera un rôle important dans la mobilisation des ressources financières, humaines et matérielles.

Mécanisme de suivi-évaluation

Le comité de suivi qui a été mis en place pour la bonne marche du processus d'élaboration du PDESC pourrait être renforcé et jouer le rôle de comité de suivi et évaluation. Ce comité se réunira régulièrement selon le calendrier qu'il aura établi. Il fera ensuite le compte rendu lors des sessions au conseil communal. Cela permettra aux élus de connaître l'état d'avancement de la mise en œuvre du PDESC et d'apporter les correctifs nécessaires.

Pour un suivi-évaluation efficace, l'évaluation de la mise en oeuvre du PDESC se fera annuellement.